

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	
Intitulé du marché	Prestations de services pour l'exploitation, la maintenance et la conduite de l'ensemble des installations de sécurité incendie/sureté du site de la Galerie Colbert
Pouvoir adjudicateur	Institut national d'histoire de l'art 2, rue Vivienne 75002 Paris service.juridique@inha.fr
Procédure	Procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 du code de la commande publique
Marché n°	2025-001

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES (CCTP) du LOT 2**

SOMMAIRE

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ	4
Article 2 - DESCRIPTION ET FONCTIONNEMENT DU SITE	4
Article 2.1 - <u>Description du site de la Galerie Colbert</u>	4
Article 2.2 - <u>Fonctionnement du site</u>	4
Article 2.3 - <u>Classement ERP</u>	5
Article 3 - TEXTES DE REFERENCE	5
Article 3.1 - <u>Respect de la réglementation en vigueur</u>	5
Article 3.2 - <u>Obligation d'information et de conseil</u>	6
Article 4 - ETAT DES LIEUX	6
Article 5 - REGLES DE FONCTIONNEMENT, DE PREVENTION ET DE SECURITE	6
Article 5.1 - <u>Préalable</u>	6
Article 5.2 - <u>Sécurité des opérations</u>	6
Article 5.3 - <u>Equipe fonctionnelle</u>	7
Article 6 - DESCRIPTION GENERALE DES PRESTATIONS FORFAITAIRES	7
Article 6.1 - <u>Etendue des prestations forfaitaires</u>	7
Article 6.2 - <u>Les prestations de maintenance</u>	8
Article 6.3 - <u>Les prestations de dépannage</u>	8
Article 6.4 - <u>Fournitures</u>	8
Article 6.5 - <u>Assistance et conseil</u>	8
Article 7 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA MAINTENANCE PREVENTIVE – PRESTATION FORFAITAIRE	9
Article 7.1 - <u>Contenu des prestations de maintenance préventive</u>	9
Article 7.2 - <u>Organisation des prestations de maintenance préventive</u>	9
Article 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA MAINTENANCE CORRECTIVE – PRESTATION FORFAITAIRE	10
Article 8.1 - <u>Contenu des prestations de maintenance corrective</u>	10
Article 8.2 - <u>Organisation des prestations de maintenance corrective</u>	11
Article 9 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS HORS FORFAIT, DITES A BONS DE COMMANDE	13
Article 9.1 - <u>Contenu des prestations à bons de commande</u>	13
Article 9.2 - <u>Petits travaux d'amélioration</u>	13
Article 10 - RAPPORTS D'ACTIVITE – GESTION DES INFORMATIONS	13
Article 10.1 - <u>Compte-rendu d'intervention</u>	13

Article 10.2 - <u>Constat d'anomalie</u>	14
Article 10.3 - <u>Bilan annuel</u>	14
Article 10.4 - <u>Registre de maintenance</u>	15
Article 10.5 - <u>Remise des documents en fin de marché</u>	16
Article 10.6 - <u>Gestion des fournitures, pièces, et matériels</u>	16
Article 10.7 - <u>Obligations de l'INHA</u>	17
Article 10.8 - <u>Dossier d'exploitation</u>	17
Article 11 - <u>DESCRIPTION DE L'INSTALLATION SECURITE INCENDIE</u>	18
Article 11.1 - <u>Principe de fonctionnement du système de sécurité incendie</u>	18
Article 11.2 - <u>Consistance des prestations</u>	22
Article 11.3 - <u>Liste des installations concernées</u>	24
Article 11.4 - <u>Description des installations</u>	24
Article 12 - <u>GESTION DU CONTROLE D'ACCES ET</u>	27
<u>INTRUSION</u>	27
Article 12.1 - <u>Principe de fonctionnement du système</u>	27
Article 12.2 - <u>Consistance des prestations</u>	27
Article 13 - <u>DESCRIPTION DE L'INSTALLATION DE VIDEOSURVEILLANCE</u>	29
Article 13.1 - <u>Principe de fonctionnement du système</u>	29
Article 13.2 - <u>Consistance des prestations</u>	29
Article 14 - <u>MISE EN PLACE D'UNE DEMARCHE ECO-RESPONSABLE ET PERFORMANCE</u> <u>ENERGETIQUE</u>	30
Article 14.1 - <u>Respect de l'environnement et performance énergétique</u>	30
Article 14.2 - <u>Maîtrise des énergies et optimisation énergétique</u>	31
Article 14.3 - <u>Gestion des déchets</u>	31

Article 1 - OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet les prestations de services pour l'exploitation, la maintenance et la conduite de l'ensemble des installations de courant fort, et de sécurité incendie/sureté du site de la Galerie Colbert.

Le présent lot 2 regroupe les prestations de services nécessaires à l'exploitation, la maintenance et la conduite de l'ensemble des installations sécurité incendie/sureté du site de la galerie Colbert en assurant les meilleures conditions économiques, techniques et durables.

Il comprend la conduite et la surveillance des installations, la maintenance préventive et corrective de niveau 1 à 4, la tenue de l'astreinte 24h /24h 7j/7J, les essais, réglages et manœuvres de vérification courante et réglementaire de bon fonctionnement et de sécurité et suivant les prescriptions du constructeur.

Il est décomposé comme suit :

Décomposition du marché	Descriptif de la prestation
Part forfaitaire	Maintenance préventive et corrective de niveau 1 à 4 Prestation de conseil et d'assistance
Part à bons de commande	Fournitures de consommables et pièces détachées et petits travaux d'amélioration indiqués au BPU

Ce marché est soumis à une obligation de résultat de la part du Titulaire.

Article 2 - DESCRIPTION ET FONCTIONNEMENT DU SITE

Article 2.1 - Description du site de la Galerie Colbert

Le site de la Galerie Colbert, propriété de l'Etat, a été remis en dotation à l'Institut national d'histoire de l'art (INHA) qui en est l'unique gestionnaire. Inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, l'immeuble, classé ERP de 1ère catégorie développe une surface hors œuvre nette de 22 819 m² sur 11 niveaux dont deux niveaux de sous-sol. Il accueille et rassemble les disciplines de l'histoire de l'art et du patrimoine dans les domaines de l'enseignement supérieur, la recherche, le partage des connaissances.

La Galerie Colbert a été en 2003 rénovée et adaptée à sa destination ce qui permet de disposer non seulement d'un ensemble d'espaces de cours, de conférence, d'exposition, restauration, d'accueil, bibliothèque, de recherche, de bureaux mais aussi d'installation de courant fort en grande partie de bonne qualité.

Article 2.2 - Fonctionnement du site

Les sources d'énergie sont les suivantes :

- Alimentation HT 20Kv fournissant le réseau de chauffage et d'éclairage ;
- Réseau et sous station de climatisation urbaine CLIMESPACE ;
- Un réseau ondulé ;
- 2 groupes de secours.

Contrôle du bâtiment :

- Une Gestion technique centralisée ;
- Un contrôle d'accès et d'intrusion.

Les équipements de Sécurité sont les suivants :

- Une centrale détection incendie ;
- Un réseau de désenfumage ;
- Un cloisonnement coupe-feu.

Article 2.3 - Classement ERP

Le site de la Galerie Colbert est classé parmi les établissements recevant du public (ERP) de 1^{ère} catégorie (effectif supérieur à 1500 personnes) avec activités de type R, L, S, M, N, Y.

A ce titre, l'INHA est soumis au Règlement de Sécurité Contre les Risques d'Incendie et de Panique dans les EPR (arrêté du 25 juin 1980 modifié par l'arrêté du 11 septembre 2023).

Les étages sont occupés simultanément par du personnel administratif, des professeurs et des étudiants.

Article 3 - TEXTES DE REFERENCE

Article 3.1 - Respect de la réglementation en vigueur

Les prestations assurées par le Titulaire doivent tenir notamment compte de la réglementation suivante :

- Règlement de sécurité art. EL14
- NFC 15-100, Basse Tension
- NFC 13-200, Haute Tension
- N.F.C.13.100 Installation électrique à haute tension
- N.F.C.14.100 Installation de branchement de 1^{ère} catégorie
- N.F.C 15.100 Installations électriques à basse tension
- N.F.C.17.100 Installation d'éclairage public
- N.F.C 71.830 règles de maintenance relative aux BAES
- Guide pratique UTE.C 15.103 à c 15.107
- Guide pratique UTE.C 15.500, C 15.520 et 15.900
- NFS 61-930 à NFS 61-940
- NFS 61-950,61-961,61-962, 61 965, 61-966
- FD S 61-949, 61-965
- NF 54-1 à 54-5, 54-7, 54- 10 à 54 -12
- Prescription EDF du secteur local
- Protection des travailleurs contre les risques électriques
- Recueil d'instructions générales de sécurité d'ordre électrique UTE C18-510

- Art. R. 123-43 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, relatif aux obligations de contrôle des installations techniques
- Code du travail en matière de contrôle et maintenance des installations, notamment les articles R. 4224-17 et R. 4227-39
- Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) spécifique maintenance
- Les définitions des prestations de maintenance font référence à la norme NF EN 13306 X 60-319 (ancienne norme FDX 60-000)
- Règlement thermique 2012

Cette liste n'est pas limitative.

Article 3.2 - Obligation d'information et de conseil

Si, en cours d'exécution du présent marché, de nouvelles réglementations entrent en vigueur, et dans la mesure où ils sont applicables à cette mission, le Titulaire est tenu d'en informer le responsable de l'exploitation de l'INHA et d'indiquer les dispositions à prendre afin de rendre les installations conformes à ces nouvelles réglementations.

Article 4 - ETAT DES LIEUX

A compter de la date de notification du marché, le Titulaire disposera d'un **délai d'un (1) mois** pour procéder à un **état des lieux** et signaler au responsable du service des moyens techniques (SMT) de l'INHA les défauts ou anomalies qu'il aurait constatées.

A défaut de cet état des lieux dans le délai imparti, les installations concernées par le marché seront réputées en bon état de fonctionnement et le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation pour exécuter, dans le cadre de ses prestations de maintenance annuelle, tous travaux de remise en ordre nécessaires au bon fonctionnement des installations.

Article 5 - REGLES DE FONCTIONNEMENT, DE PREVENTION ET DE SECURITE

Article 5.1 - Préalable

Conformément à l'article R 4511-5 du code de travail, le Directeur général de l'INHA assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des chefs d'entreprises ou d'établissements intervenant dans son établissement.

D'autre part, chaque chef d'entreprise est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

Le fait d'être Titulaire du présent marché constitue un engagement à respecter les diverses recommandations, règles et lois concernant la sécurité et la protection des salariés de l'entreprise, des personnels intervenants sur le site (personnel de l'INHA ou des autres entreprises extérieures), ainsi que le public. Le Titulaire prend alors l'entière responsabilité des conséquences de dispositions qu'il n'aurait pas respectées.

Article 5.2 - Sécurité des opérations

5.2.1 Opérations de dépannage et d'entretien des installations techniques

Lors de l'entretien ou du dépannage des installations techniques, il sera prévu par le Titulaire la mise en place d'une signalisation autour de la zone d'intervention.

Le Titulaire ainsi que les sous-traitants éventuels s'engagent à faire respecter les règles de sécurité et d'hygiène au travail et à fournir à leur personnel l'outillage de sécurité et le matériel de protection rendus nécessaires par la nature des prestations à exécuter.

5.2.2 Délais d'intervention

Toute intervention sera signalée par courriel au responsable de la cellule sécurité/sûreté du service des moyens techniques (SMT) via un bon d'intervention dans un délai minimum de 24h précédant la date d'une intervention urgente et de sept (7) jours calendaires pour les interventions programmées.

Une (1) semaine avant l'intervention, le Titulaire communiquera au responsable de la cellule sécurité/sûreté du SMT, le nom de l'intervenant et le titre du poste occupé.

Article 5.3 - Equipe fonctionnelle

Il appartient au Titulaire et aux éventuels sous-traitants, de disposer d'équipes mobiles ayant les qualifications en matière d'entretien et de dépannage pour les différentes installations techniques et de sécurité incendie.

Le personnel devra être formé pour exécuter sa tâche et également pour utiliser les outils ou engins indispensables à sa bonne exécution ainsi que pour utiliser les protections individuelles de sécurité indispensables au déroulement de sa mission (casque, chaussures de sécurité, gants, lunettes, etc.) que son employeur lui aura fourni.

L'importance des prestations du présent marché, ainsi que ses modalités d'exécution (astreinte, utilisation de la GTB, de l'armoire à plans...) impliquent de fait d'avoir une équipe fonctionnelle.

Cette équipe comprendra tout le personnel d'encadrement nécessaire à l'exécution et au contrôle des prestations, le personnel affecté aux outils informatiques et à la gestion des informations et données.

Article 6 - DESCRIPTION GENERALE DES PRESTATIONS FORFAITAIRES

Article 6.1 - Etendue des prestations forfaitaires

Dans le cadre des prestations à prix forfaitaires, le Titulaire assure :

- la conduite et la surveillance des installations ;
- la maintenance préventive systématique et conditionnelle de niveau 1 à 4 ;
- la maintenance corrective de niveau 1 à 4 ;
- la tenue de l'astreinte 24h/24h, 7 jours sur 7 ;
- Les essais, réglages et manœuvres de vérification courantes et réglementaires ;
- La constitution et la gestion des stocks des consommables ;
- l'évacuation des déchets liés aux prestations du présent marché dans le respect de la réglementation concernant l'environnement ;

- l'optimisation du fonctionnement avec établissement de propositions d'amélioration ;
- le conseil et l'assistance lors des vérifications réglementaires annuelles et commission de sécurité.

Article 6.2 - Les prestations de maintenance

Il est rappelé que les interventions de maintenance sont au minimum celles définies par les constructeurs des équipements concernés et par la réglementation applicable.

Pour l'ensemble des équipements, la maintenance préventive et corrective à assurer est définie par la norme FD X 60-000 remplacée par la NF EN 13306 X 60-319 et concernent les niveaux de 1 à 4.

Les prestations de maintenance comportent les visites périodiques nécessaires au bon fonctionnement dans les conditions normales de sécurité (cf. articles 11.2 et 12.2 du présent CCTP).

Article 6.3 - Les prestations de dépannage

La durée des interventions de dépannage pour la remise en fonctionnement des installations sera aussi réduite que possible.

Il est précisé qu'aucune coupure du service ne doit être opérée pendant les opérations de dépannage.

Toutes les interventions (visites périodiques, dépannages, travaux divers) seront consignées dans le registre de sécurité.

Dans le cas d'une indisponibilité du registre, l'intervenant rédigera un rapport d'intervention qui sera transmis au responsable du SMT.

Le Titulaire organise un service d'astreinte technique, qui interviendra sur tout appel de l'INHA et tout défaut transmis par les outils d'exploitation. Le personnel d'astreinte technique a les compétences pour utiliser les outils d'aide à l'exploitation et a une connaissance du site suffisante pour assurer tout dépannage.

Article 6.4 - Fournitures

Les fournitures intégrées à la part forfaitaire du marché concernent tous les consommables.

Les caractéristiques techniques des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct sont celles préconisées par le constructeur.

Le Titulaire veillera à la régularité des livraisons des consommables en tenant compte des délais de livraison de chaque article, afin d'assurer ses prestations dans les délais impartis.

Article 6.5 - Assistance et conseil

Le Titulaire devra assister et conseiller le responsable du SMT sur les points suivants :

- Les visites réglementaires effectuées par toute société de contrôle agréée ;

- Le Titulaire devra y assister et effectuer les manœuvres que pourraient nécessiter ces opérations ;
- Les visites ou essais qu'il convient d'effectuer pour améliorer les performances des équipements et la participation à l'analyse des résultats ;
- Les essais, contrôles, visites, concernant tout type d'équipement dépendant des installations gérées par le Titulaire ;
- La présence d'une personne pour effectuer les manœuvres, l'assistance et le conseil lors de la visite de la commission de sécurité.

Article 7 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA MAINTENANCE PREVENTIVE – PRESTATION FORFAITAIRE

Article 7.1 - Contenu des prestations de maintenance préventive

La maintenance préventive est assurée du niveau 1 au niveau 4 sur l'ensemble des installations de sécurité incendie / sûreté. La maintenance préventive s'effectue **de manière régulière ou conditionnelle**. Elle a pour but de réduire les risques de panne et de conserver les performances des installations et doit s'appuyer sur les programmes et gammes de maintenance définis aux articles 11 et 12 du présent CCTP.

Le forfait comprend pour ces opérations, les éléments suivants :

- La main d'œuvre, y compris les indemnités pour le travail dans des conditions particulières (nuit, dimanche, salubrité, etc.) ;
- La fourniture des consommables ;
- Les frais de déplacement ;
- L'intervention de personnel agréé pour les équipements sous agrément constructeur ;
- L'ensemble des moyens (outillages, appareils de mesure, matériel de manutention et de levage) nécessaires aux prestations ;
- Le Titulaire fait son affaire, avec ses propres moyens, de toute manutention d'organe ou d'équipement à l'intérieur et à l'extérieur de l'INHA, en prenant soin de ne pas apporter de gêne au bon fonctionnement de l'établissement ;
- La dépose et la repose de tout organe nécessaire pour accéder à l'organe objet de sa prestation.

Article 7.2 - Organisation des prestations de maintenance préventive

Article 7.2.1 - Planning à long terme (planning annuel)

Le programme de maintenance permet d'établir un planning annuel qui sera élaboré par le Titulaire, en liaison avec le responsable du SMT, afin de déterminer :

- les interruptions de service qu'il est susceptible d'engendrer au cours de l'année ;
- les consignations d'équipements ;
- la charge en personnel induite.

Ce planning sera transmis au responsable sécurité/sûreté du SMT :

- pour la première année civile, au plus tard sept (7) jours calendaires après la date de notification du marché ;
- puis au 31 décembre de chaque année (première année d'exécution incluse).

Certaines interventions pourront être décalées ou avancées dans le temps afin d'optimiser la disponibilité des équipements et la charge du personnel d'exécution.

Il est rappelé que les visites systématiques de maintenance préventive ne doivent pas conduire à une indisponibilité des équipements durant les heures d'occupation des locaux concernés.

Le chef du SMT prononcera l'approbation définitive de ce planning après vérification de sa compatibilité avec le fonctionnement de l'INHA et le planning des autres corps d'état.

Article 7.2.2 - Préparation / Lancement

Un ordre de travail est établi pour toutes opérations ou un groupe d'opérations, par équipement ou par groupe d'équipements.

En cas de prestation nécessitant des consignations d'équipement, le travail ne peut être effectué que dans la stricte application des procédures de consignation en vigueur au sein de l'établissement.

Il appartient, par ailleurs, au Titulaire d'effectuer, pour ses propres prestations, les consignations à réaliser sur les équipements dont il a la charge, après accord du chef du SMT.

Article 7.2.3 - Conditions d'Intervention

L'intervention doit être réalisée conformément aux différentes clauses du présent marché, avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum la durée d'indisponibilité de l'installation.

A l'issue de l'intervention, le personnel mentionne sur l'ordre de travail l'essentiel de la visite effectuée, selon les dispositions de l'article 10.1 du présent CCTP.

En cas d'anomalie constatée, il rédige un constat d'anomalie conformément aux dispositions de l'article 10.2 du présent CCTP.

Article 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA MAINTENANCE CORRECTIVE – PRESTATION FORFAITAIRE

Article 8.1 - Contenu des prestations de maintenance corrective

La maintenance corrective est assurée du niveau 1 au niveau 4 sur l'ensemble des installations de sécurité incendie / sûreté. La maintenance corrective vise à solutionner les pannes lorsqu'elles surviennent. Elle a pour but la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance totale ou partielle, d'une altération ou cessation d'aptitude à accomplir sa fonction.

Le forfait comprend pour ces opérations, les éléments suivants :

- La main d'œuvre, y compris les indemnités pour le travail dans des conditions particulières (nuit, dimanche, salubrité, etc.) ;
- La fourniture des consommables ;
- Les frais de déplacement ;
- L'intervention de personnel agréé pour les équipements sous agrément constructeur ;
- L'ensemble des moyens (outillages, appareils de mesure, matériel de manutention et de levage) nécessaires aux prestations ;
- Le Titulaire fait son affaire, avec ses propres moyens, de toute manutention d'organe ou d'équipement à l'intérieur et à l'extérieur de l'INHA, en prenant soin de ne pas apporter de gêne au bon fonctionnement de l'INHA ;
- La dépose et la repose de tout organe nécessaire pour accéder à l'organe objet de sa prestation.

Article 8.2 - Organisation des prestations de maintenance corrective

Article 8.2.1 - Interventions urgentes sous délai d'astreinte

Les délais d'astreinte s'appliquent aux prestations de maintenance corrective urgente. On distingue :

- le délai d'intervention (détaillé dans l'article 8.2.1 du présent CCTP) ;
- la durée d'intervention de dépannage (détaillé dans l'article 8.2.2 du présent CCTP).

Il appartient au chef du SMT de définir si une intervention doit être considérée comme urgente.

Les interventions urgentes résultent :

- d'une anomalie de fonctionnement justifiant une intervention immédiate ;
- des constats effectués lors des visites préventives systématiques.

Le délai d'intervention correspond au délai imparti au Titulaire pour intervenir sur site, rechercher la cause d'un incident, établir un diagnostic et mettre en œuvre les moyens pour commencer une opération de dépannage ou de réparation.

Les origines possibles du délai d'intervention sont :

- la notification par le chef du SMT de la nécessité d'une intervention par le titulaire. Cette notification est faite oralement par appel téléphonique, éventuellement confirmée par transmissions d'un ordre de travail horodaté ;
- le constat par les équipes du Titulaire de la nécessité d'une intervention.

Pour les interventions correctives urgentes, le Titulaire organisera son astreinte pour permettre une intervention 24h/24 dans un délai maximum défini par le tableau ci-dessous :

Type de panne	Délais d'intervention
	du lundi au dimanche (compris samedi, dimanche et jours fériés)
Panne totale	2 heures pour intervenir
Dépannage	4 heures pour intervenir

Au-delà des demandes de l'INHA, le Titulaire est tenu d'exécuter en urgence les dépannages ou réparations sur les installations dont il a la charge qui, faute d'intervention, mettraient en péril la sécurité des biens et des personnes ou dont le non-fonctionnement entraînerait des perturbations dans la vie du site.

Les interventions urgentes qui ne sont pas dues au titre du forfait sont exécutées selon les dispositions de l'article 9 du présent CCTP.

Article 8.2.2 - Durée d'intervention du dépannage

La durée d'intervention du dépannage désigne le temps nécessaire pour rétablir le fonctionnement de tout ou partie d'une installation. Elle débute dès la fin du délai d'intervention tel que défini ci-dessus (article 8.2.1 du présent CCTP).

Le calcul de la **durée d'intervention de dépannage** s'établit comme suit :

- a) **elle est immédiate** lorsque la prestation concerne une manœuvre simple ;
- b) **elle est de deux (2) heures maximum** lorsqu'il n'y a pas de remplacement de pièces ou matériel, ou lorsque le remplacement de pièces ne nécessite aucun démontage ou remontage d'organe ;
- c) **elle est de quatre (4) heures** lorsqu'il y a utilisation de pièces de rechange pour remplacement nécessitant démontage et remontage.

Ces délais supposent la disponibilité immédiate des pièces. Le Titulaire devra soumettre à l'approbation du chef du SMT les spécifications techniques détaillées pour l'ensemble des équipements en lui transmettant les fiches techniques.

Tout délai supplémentaire imputable à l'INHA dû à la continuité de fonctionnement du bâtiment ne peut être considéré dans la durée d'intervention du Titulaire.

Article 8.2.3 - Interventions non urgentes (n'empêchant pas l'exploitation du bâtiment)

Les interventions non urgentes consistent essentiellement en travaux ou réparations résultant :

- d'anomalies de fonctionnement non justifiables d'une réparation urgente ;
- des constats effectués lors des visites préventives systématiques ;
- des demandes de travaux ou de fournitures formulées par le chef du SMT pour lesquelles le Titulaire établira, le cas échéant, les devis correspondants.

L'organisation des interventions prévues dans le forfait suit le même processus d'organisation que celui prévu pour les opérations de maintenance préventive tel que présenté à l'article 7.2 du présent CCTP.

Les interventions qui ne sont pas dues au titre du forfait sont exécutées selon les dispositions de l'article 9 du présent CCTP.

Article 8.2.4 - Equipes d'astreinte

L'organisation des équipes d'astreinte devra être conforme au mémoire méthodologique du Titulaire.

Le Titulaire devra prévoir des visites de reconnaissance des installations avec les techniciens susceptibles d'intervenir en astreinte sur le site.

Article 9 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS HORS FORFAIT, DITES A BONS DE COMMANDE

Article 9.1 - Contenu des prestations à bons de commande

Les prestations pouvant être confiées au Titulaire hors forfait par l'émission de bons de commande concernent :

- la fourniture de consommables et pièces détachées à l'exception du matériel intégré dans la période de garantie, en cas de désaccord sur le coût d'une pièce détachée ou d'un équipement, le prix trouvé par l'INHA sera la seule référence ;
- des petits travaux d'amélioration tels que définis à l'article 9.2 du présent CCTP.

Article 9.2 - Petits travaux d'amélioration

Les petits travaux d'amélioration comprennent les déplacements de prises de courant, l'ajout d'éclairage, le passage de câbles, l'amélioration du fonctionnement des installations.

Les interventions hors forfait sont programmées en accord avec le pouvoir adjudicateur. Elles font l'objet d'un bon de commande établi au vu d'un devis détaillé fourni par le Titulaire.

Dans la mesure où le devis présenté ne lui conviendrait pas, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de consulter et de faire exécuter la prestation concernée par l'entreprise de son choix ou ses propres équipes.

Le Titulaire sera alors tenu de prendre en charge ces nouveaux équipements en vue d'en assurer la maintenance dans les conditions du présent marché.

Article 10 - RAPPORTS D'ACTIVITE – GESTION DES INFORMATIONS

Article 10.1 - Compte-rendu d'intervention

Toutes les interventions du Titulaire doivent faire l'objet d'un **compte-rendu d'intervention** transmis par mail dans un délai maximum de 48h suivant la date de l'intervention. Ces comptes rendus préciseront :

- le libellé de l'intervention ;
- le type d'intervention ;
- le nom de l'équipe et de l'intervenant ;

- les dates et heures d'interventions ;
- l'équipement concerné, ou à défaut, le domaine concerné et, si possible, la localisation géographique ;
- le détail des prestations réalisées ;
- cause en cas de panne ;

et, s'il y a lieu :

- les mesures ou comptages effectués ;
- les fournitures ou pièces de rechange changées ;
- les annotations particulières de l'intervenant ;
- en cas d'intervention hors forfait : le bon de commande concerné.

Article 10.2 - Constat d'anomalie

Le Titulaire est tenu de porter à la connaissance du pouvoir adjudicateur toute anomalie qu'il aurait observée sur les installations dont il a la charge à partir d'un compte-rendu d'intervention délivré par mail au maximum 48h après intervention.

Il est également tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, outre les anomalies qu'il aurait observées, le Titulaire est également tenu de vérifier in situ et d'établir un constat pour toute anomalie signalée par les usagers et enregistrée au poste de sécurité dans les 24h suivant le signalement.

Ces constats sont renseignés par le Titulaire, qui établit pour chaque constat d'anomalie une fiche écrite sur laquelle sont mentionnés :

- la date et l'heure de l'observation de l'anomalie, ou du signalement de celle-ci par un tiers,
- le nom et le prénom de la personne qui a observé l'anomalie,
- le nom et la qualité de la personne qui rédige le constat d'anomalie,
- le type d'anomalie constatée,
- l'équipement qui est en cause,
- les actions entreprises par le Titulaire si elles relèvent du forfait du Titulaire (en indiquant le nom de l'intervenant, le type d'intervention effectuée, la date et l'heure de la fin d'anomalie),
- la ou les actions qu'il convient de réaliser pour remédier à l'anomalie observée si elles ne relèvent pas du forfait du titulaire,
- les conséquences que pourrait entraîner l'anomalie à court terme et à long terme si aucune action n'était pas prise pour y remédier (dans le cas d'une anomalie ne relevant pas du forfait du titulaire).

Cette fiche sera éventuellement complétée d'un rapport circonstancié.

Ce constat d'anomalie doit donc aboutir à une action de maintenance qui sera prise en compte et réalisée suivant les processus définis à l'article 8 du présent CCTP.

Article 10.3 - Bilan annuel

Le Titulaire établira, chaque année (date d'anniversaire du marché), un **bilan** qui a pour objet de spécifier l'état de santé et de fonctionnement des installations. Pour la dernière année, en cas de reconduction du marché, ce bilan sera adressé au pouvoir adjudicateur au plus tard dans un délai de quinze (15) jours calendaires avant la date de fin du marché.

Il porte, pour les équipements principaux, sur :

- les mesures des caractéristiques principales de l'installation,

- le relevé des caractéristiques des protections électriques telles qu'implantées sur le site,
- les temps de fonctionnement.

En complément, le Titulaire fournira au pouvoir adjudicateur un **rapport annuel d'intervention** comprenant :

- la synthèse des interventions effectuées en forfait et hors forfait,
- les commentaires sur ces interventions,
- une synthèse des comptes rendus d'anomalies,
- un bilan de l'état de fonctionnement des installations objet du présent marché,
- les suggestions éventuelles en vue d'améliorer le déroulement du présent marché.
- un plan d'amélioration d'exploitation et de fonctionnement des installations sur 3 à 4 ans.

Article 10.4 - Registre de maintenance

Objectifs, explications préliminaires

Le Titulaire devra tenir un registre de maintenance :

Sa composition exacte et son utilisation seront définies au démarrage du marché par le chef du SMT.

Ce registre doit être consultable par le chef du SMT ou ses représentants à tout moment.

A titre indicatif, ledit registre comprendra les éléments suivants :

- classeur programme, gamme et planning de maintenance,
- classeur de gestion des stocks et matériels,
- classeur des ordres de travaux,
- classeur des constats d'anomalies,
- fichier historique des installations,
- classeur des comptes rendus d'intervention.

Chacun de ces éléments est décrit ci-dessous.

Registre du personnel

Ce registre comprendra la liste de tous les intervenants du Titulaire sur le site du bâtiment de l'INHA en précisant le nom, prénom, qualification, type d'intervention susceptible d'être réalisé. Cette liste concerne également l'organisation de l'astreinte.

Classeur de gestion des stocks

Ce classeur comprendra au minimum les éléments suivants, mis à jour en permanence :

La gestion magasin des fournitures, pièces détachées et outillages appartenant au Titulaire, sans obligation particulière, si ce n'est une obligation de disponibilité des pièces.

Classeur des constats d'anomalies

Ce classeur comprendra les fiches d'anomalies.

Fichier historique des équipements

Les fiches « historique des équipements » ne concernent que les équipements principaux (ex : SSI ; contrôle d'accès ; équipements intrusion).

Chaque équipement principal fera l'objet d'une fiche historique. Cette dernière a pour but de mieux connaître l'équipement et son fonctionnement et de le suivre pendant toute sa durée de vie.

Il y a lieu de signaler :

- les dates de remplacement,
- tout changement de pièces détachées,
- les défauts d'un composant.

Les fiches « historique des équipements » comprendront deux parties :

➤ une partie signalétique "identité" mentionnant :

- la désignation et le code de l'équipement,
- sa situation géographique,
- la marque et le type, s'il s'agit d'un équipement individuel,
- les noms de l'installateur et du constructeur,
- la date de sa mise en service,
- les notices de fonctionnement et d'entretien du constructeur et de l'installateur.

➤ une partie "commentaires" mentionnant :

- les prestations particulières relevées avec la date d'intervention,
- éventuellement, les observations de l'intervenant,
- les bilans annuels réalisés par le Titulaire.

Article 10.5 - Remise des documents en fin de marché

En toute circonstance, le registre de maintenance reste la propriété du pouvoir adjudicateur. Le Titulaire se verra remettre le fichier de son personnel. Il ne pourra, sans autorisation expresse du représentant de l'INHA, prélever de document dans le registre de maintenance.

Article 10.6 - Gestion des fournitures, pièces, et matériels

Gestion des fournitures et pièces

Le Titulaire est seul responsable de la gestion des pièces et fournitures.

Il ne pourra arguer du fait qu'il ne dispose pas des pièces et fournitures pour retarder une prestation due au titre du forfait, que ce soit une prestation de maintenance préventive ou corrective. La seule exception à cette règle concernera les pièces et fournitures en rupture de stock chez les fournisseurs si, préalablement, le Titulaire en a informé par écrit le pouvoir adjudicateur.

L'INHA se réserve le droit de procéder à un inventaire physique du stock de matériel lui appartenant.

Gestion des fournitures et pièces sur bons de commande

Les pièces peuvent être fournies soit par le Titulaire dans le cadre de la part à bons de commande du marché, soit commandées directement par le pouvoir adjudicateur auprès de ses autres fournisseurs.

Ces pièces seront remises en dépôt au Titulaire qui devra en assurer la gestion. Elles seront utilisées par le Titulaire pour les opérations de maintenance. Ce dernier devra en justifier l'utilisation. L'INHA se réserve, à ce sujet, le droit de demander la remise des pièces remplacées. L'inventaire du stock et les éléments de gestion du magasin seront consignés dans l'outil de gestion de maintenance dédié.

Le Titulaire est responsable des fournitures et pièces qui sont mises à sa disposition. Il devra reconstituer les stocks manquants en cas d'erreur d'inventaire.

Lorsque le Titulaire jugera que le stock est insuffisant pour assurer correctement les opérations de première urgence, il en informera par écrit le responsable de l'exploitation et proposera les devis de fourniture de pièces correspondantes.

Il ne pourra arguer du fait qu'il ne dispose pas des pièces et fournitures, pour retarder une prestation qui serait due au titre du forfait, que ce soit une prestation de maintenance préventive, ou corrective, sauf s'il a informé préalablement le chef du SMT conformément à l'alinéa précédent et que ce dernier n'a pas pris les mesures nécessaires pour reconstituer le stock du Titulaire à un niveau minimum.

Le stock ainsi mis en dépôt demeure la propriété de l'INHA et sera restitué en fin de marché par le Titulaire.

En cas de manque de matériel appartenant à l'INHA constaté lors d'un contrôle, le Titulaire doit en assurer l'approvisionnement dans les huit (8) jours calendaires à partir du constat.

Locaux de stockage

Le Titulaire dispose d'un local, mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, dans l'enceinte du bâtiment pour assurer le stockage des fournitures, pièces et matériels pour lequel il fera son affaire de l'aménagement.

Article 10.7 - Obligations de l'INHA

Le pouvoir adjudicateur remet au Titulaire, dès la première semaine d'exécution du marché, une documentation complète.

Le Titulaire est tenu de l'utiliser, de la maintenir en bon état, et de **la mettre à jour ou la compléter**.

Cette documentation est composée :

- du dossier des ouvrages exécutés,
- des dossiers d'exploitation réalisés par l'INHA,
- des plans issus de l'armoire à plans informatique,
- du dossier d'intervention ultérieur sur ouvrage.

Article 10.8 - Dossier d'exploitation

Le Titulaire réalisera, dans les six (6) premiers mois du présent marché, la rédaction et la mise en forme des dossiers d'exploitation des équipements dont il a la charge. Le dossier d'exploitation et de maintenance doit être constitué des informations nécessaires aux équipes d'exploitation

(INHA) et de maintenance (Titulaire) pour conduire et maintenir les installations du présent marché. Le maximum d'informations doit figurer dans ce dossier.

Les dossiers reprendront de façon synthétique à :

- la description des installations et le fonctionnement général,
- les schémas représentant la distribution et l'emplacement des organes principaux,
- les grandeurs physiques à surveiller,
- les fiches pour les équipements spécifiques (engins de manutention, etc.) indiquant le fonctionnement et la maintenance.

Article 11 - DESCRIPTION DE L'INSTALLATION **SECURITE INCENDIE**

Article 11.1 - Principe de fonctionnement du système de sécurité incendie

L'installation à maintenir commence à l'arrivée de l'alimentation onduleur dans la baie informatique du poste de sécurité et se terminera aux éléments de détections (détections optique, etc...), aux éléments d'alerte (lampes à éclat, sirènes, etc.) aux bornes des installations asservies (CTA, volet coupe-feu, etc.).

Il est composé d'un système de Sécurité Incendie de catégorie A et équipement d'alarme de type 1.

Le système de Sécurité Incendie (S.S.I) de catégorie A est constitué de deux sous-systèmes :

➤ Un système de détection Incendie (S.D.I) composé de :

- Un équipement de contrôle et de signalisation principal (E.C.S) et d'un équipement de contrôle et de signalisation complémentaire en aveugle (E.C.S) comportant une estampille de conformité NF.

L'appareil est positionné dans la loge du service sécurité au rez-de-chaussée permettant sa surveillance et la lecture de l'affichage,

- Des détecteurs automatiques d'incendie, associés au E.C.S.
- Les détecteurs automatiques d'incendie sont certifiés conformes à la NF S 61-950 et estampillés NF. Ils sont associés au tableau de signalisation incendie.
- Des déclencheurs manuels (D.M) implantés dans les zones de circulation.

➤ Un système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I) composé de :

- Un centralisateur de mise en sécurité incendie (C.M.S.I)
- Des dispositifs actionnés de sécurité (D.A.S)
- Un équipement d'alarme de type (E.A.1) composé de :
 - Une unité de gestion d'alarme 1 (U.G.A.1),
 - Des diffuseurs sonores (D.S)

➤ Le C.M.S.I est placé à proximité du TS

- Asservissements

Relation entre les zones de détection et les asservissements

- Détection dans les locaux à risques particuliers
 - Alarme générale
 - Déverrouillage des issues
- Détection dans les circulations

- Alarme générale
- Déverrouillage des issues
- Fermeture des portes coupe-feu
- Mise en route du désenfumage
- Détection dans les combles
 - Alarme générale
 - Déverrouillage des issues
- Détection par déclencheur manuel
 - Alarme restreinte

- Cheminements

Les réseaux V.D.I sont installés sur des chemins de câbles séparés

Poste de sécurité

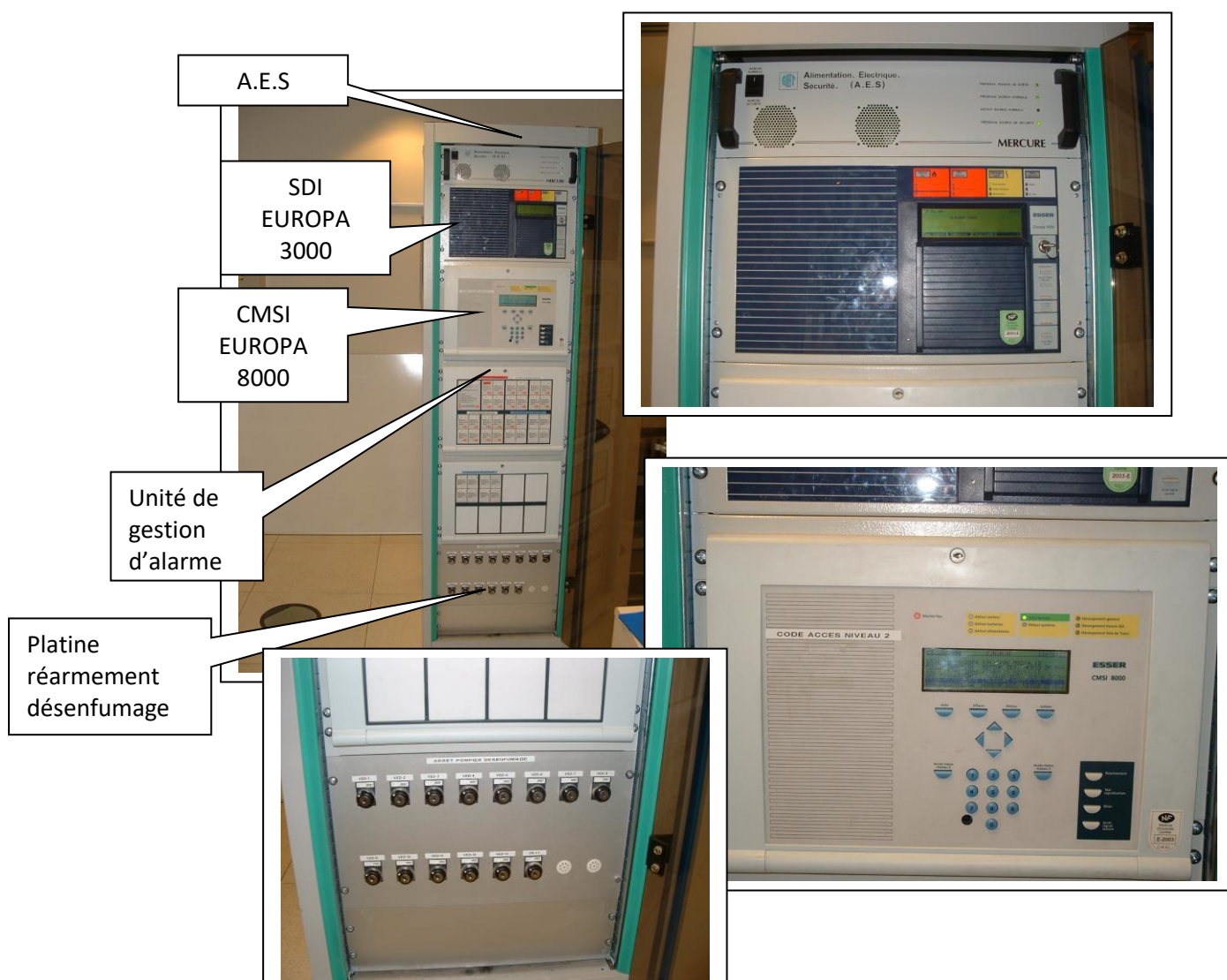


Schéma de principe SDI

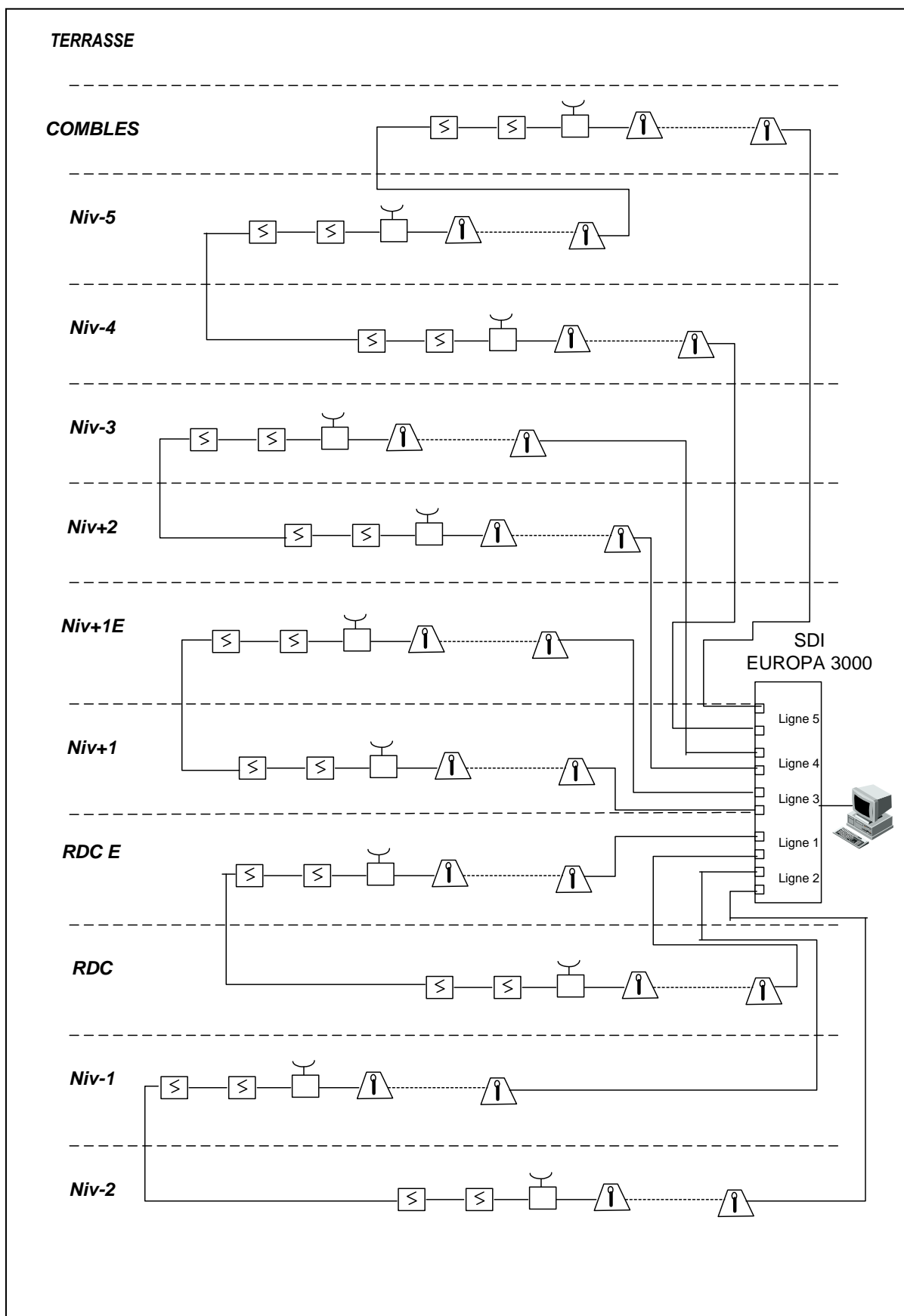
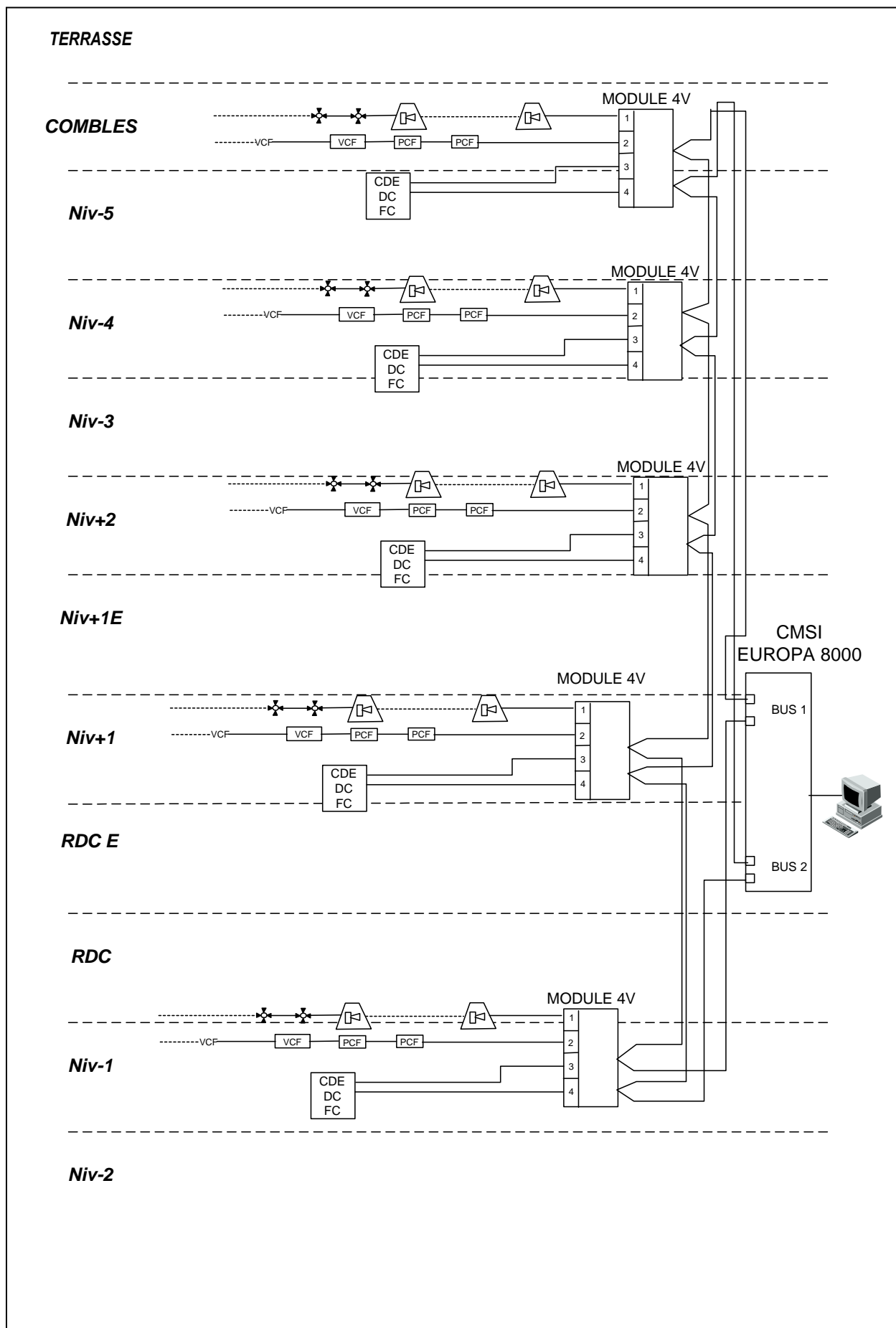


Schéma de principe CMSI



Article 11.2 - Consistance des prestations

La prestation de maintenance prendra en compte les installations informatiques et électroniques liés à la surveillance incendie.

Les logiciels seront mis à jour selon les prescriptions du constructeur, une sauvegarde sera effectuée après chaque modification de programme (changement de texte, paramètre, etc.). En général la maintenance ira du SDI EUROPA 3000 pour les entrées ou du CMSI EUROPA 8000 pour les sorties jusqu'aux capteurs et actionneurs.

Exception faite pour les asservissements qui s'arrêteront aux bornes des appareils asservis. au début d'exécution du marché, le Titulaire doit prévoir une vérification complète de l'installation.

Porte coupe-feu asservie



La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Examen visuel de l'état de l'huissierie et des vantaux ;
- Contrôle des ventouses ;
- Contrôle des systèmes de fermeture ;
- Essai de fermeture par sollicitation des organes d'asservissement ;
- Essai d'ouverture et de fermeture manuelle.

Déclencheur manuel

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Contrôle de l'état de chaque déclencheur manuel ;
- Contrôle des connexions ;
- Essais de fonctionnement ;
- Fourniture de vitre de rechange ;
- Nettoyage.

Avertisseur sonore

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Contrôle de l'état de chaque avertisseur sonore ;
- Contrôle des connexions ;
- Essais de fonctionnement d'audibilité ;
- Nettoyage.

Témoin d'alarme

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

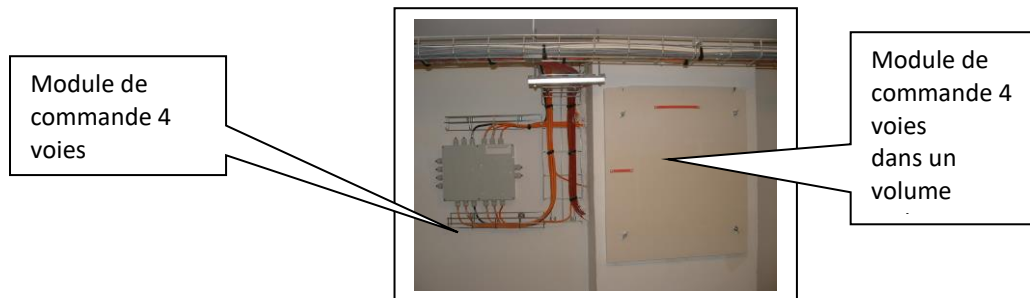
- Test de fonctionnement lors de l'alarme du ou des détecteurs correspondants ;
- Contrôle des connexions ;
- Contrôle de l'état de chaque indicateur ou signalisation lumineuse ;
- Nettoyage.

Modules de commande

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Contrôle de l'état des lignes ;

- Courant de garde, courant d'alarme ;
- Essais de dérangement de chaque boucle ;
- Vérification correspondance des zones ;
- Contrôle des connexions ;
- Vérification des fixations ;
- Vérification de l'état de la protection dans les zones « volume technique protégé ».



Détecteurs

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Contrôle de l'état des lignes ;
- Contrôle de l'isolement ;
- Courant de garde, courant d'alarme ;
- Essais individuels en ligne avec source : fumée et chaleur (perche équipée) ;
- Vérification des voyants de chaque détecteur ;
- Essais de dérangement de chaque boucle ;
- Vérification correspondance des zones ;
- Contrôle des connexions ;
- Nettoyage des orifices des détecteurs.

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera semestrielle (2 fois par an) :

- Vérification des têtes.

Centrale d'alarme incendie

Matériel implanté dans la baie informatique du poste de sécurité au rez-de-chaussée

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Contrôle des tensions élémentaires et des protections ;
- Contrôle des différents circuits ;
- Contrôle individuel des borniers ;
- Vérification des connexions sur les cartes électroniques ;
- Dépoussiérage de la baie ;
- Vérification de l'environnement informatique ;
- Vérification de l'imprimante alarmes.

Batterie

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Contrôle de la charge batterie ;
- Mise en fonction secours ;
- Contrôle des tensions et courants ;

- Remise en fonctionnement marche normale ;
- Resserrage des connexions.

Asservissements



La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Contrôle des circuits de commande d'asservissements
- Contrôle de la bonne transmission, de l'ordre de commande automatique et manuelle.
- Contrôle de l'ordre de démarrage ou de coupure des ventilateurs.
- Contrôle des circuits de surveillance de lignes
- Contrôle au tableau des signalisations

Logiciel

Périodicité de la maintenance des éléments suivant version du logiciel :

- Sauvegarde du programme à chaque modification ;
- Suivi des changements de version constructeur.

Article 11.3 - Liste des installations concernées

Le chapitre suivant détaille la liste des installations concernées.

La description des installations du site n'est pas nécessairement exhaustive :

Le Titulaire devra se conformer à l'article 4 état des lieux.

Marque et référence du matériel installé

Détecteur OPTIQUE de fumée	EO3000 ESSER
Indicateur d'action	IA 2000 ESSER
Détecteur thermostatique	ES 3000 ESSER
Détecteur linéaire de fumée	
Déclencheur manuel incendie avec socle ICC	DM 8001 ESSER
Avertisseur lumineux	FL 200 ESSER
Avertisseur sonore message	BAAS Sa Me 80054
Avertisseur son AFNOR	FAVERTBC 2448
Ensemble porte coupe-feu	

Article 11.4 - Description des installations

Niveau sous/sol – S2

- 45 détecteurs optiques de fumée
- 1 détecteur O2T
- 4 déclencheurs manuels d'incendie avec socle ICC
- 23 indicateurs d'action
- 6 sirènes

- 4 feux à éclat alarme incendie
- 1 ensemble de ventouses pour porte coupe-feu

Niveau sous/sol – S1

- 108 détecteurs optiques de fumée
- 11 détecteurs O2T
- 1 détecteur thermostatique
- 6 déclencheurs manuels d'incendie avec socle ICC
- 28 indicateurs d'action
- 14 sirènes
- 2 ensembles de ventouses pour porte coupe-feu
- 1 coffret relaiage moteur DESENFUMAGE
- 1 asservissement armoire CTA

Niveau O (rez-de-chaussée)

- 68 détecteurs optiques de fumée
- 2 détecteurs O2T
- 10 déclencheurs manuels d'incendie avec socle ICC
- 7 indicateurs d'action
- 9 sirènes
- 1 ensemble de ventouses pour porte coupe-feu
- 4 commandes de trappes désenfumage

Niveau E0

- 4 détecteurs optiques de fumée
- 2 déclencheurs manuels d'incendie avec socle ICC
- 1 indicateur d'action
- 2 sirènes

Niveau E1

- 24 détecteurs optiques de fumée
- 5 déclencheurs manuels d'incendie avec socle ICC
- 8 indicateurs d'action
- 7 sirènes
- 2 détecteurs linéaires de fumée
- 12 ensembles de ventouses pour porte coupe-feu
- 12 commandes de trappes désenfumage

Niveau 1

- 47 détecteurs optiques de fumée
- 9 déclencheurs manuels d'incendie avec socle ICC
- 7 indicateurs d'action
- 9 sirènes
- 3 détecteurs linéaires de fumée
- 7 ensembles de ventouses pour porte coupe-feu
- 19 commandes de trappes désenfumage

Niveau 2

- 49 détecteurs optiques de fumée
- 8 déclencheurs manuels d'incendie avec socle ICC
- 10 indicateurs d'action
- 12 sirènes
- 6 ensembles de ventouses pour porte coupe-feu
- 28 commandes de trappes désenfumage

Niveau E3

- 3 détecteurs optiques de fumée
- 1 déclencheur manuel d'incendie avec socle ICC
- 8 indicateurs d'action
- 1 sirène
- 1 ensemble de ventouse pour porte coupe-feu

3ème étage

- 39 détecteurs optiques de fumée
- 8 déclencheurs manuels d'incendie avec socle ICC
- 8 indicateurs d'action
- 11 sirènes
- 7 ensembles de ventouses pour porte coupe-feu

4ème étage

- 37 détecteurs optiques de fumée
- 7 déclencheurs manuels d'incendie avec socle ICC
- 8 indicateurs d'action
- 8 sirènes
- 4 ensembles de ventouses pour porte coupe-feu

5ème étage

- 27 détecteurs optiques de fumée
- 4 déclencheurs manuels d'incendie avec socle ICC
- 11 indicateurs d'action
- 6 sirènes
- 2 ensembles de ventouses pour porte coupe-feu
- 3 coffrets relaiage moteur désenfumage
- 1 asservissement armoire CTA

Combles

- 12 détecteurs optiques de fumée
- 3 indicateurs d'action
- 8 sirènes
- 10 coffrets relaiage moteur désenfumage
- 5 asservissements armoires CTA

- Asservissement du bâtiment
- Asservissement ouverture des portes contrôles d'accès
- Asservissement RAZ des 5 ascenseurs
- Information alarme feu vers transmetteur téléphonique
- Information alarme feu vers GTB

Poste de sécurité

- 1 platine réarmement moteur désenfumage (14 départs de VED1 à VED13 et CR-1.1)

Article 12 - GESTION DU CONTROLE D'ACCES ET INTRUSION

Article 12.1 - Principe de fonctionnement du système

L'installation à maintenir commence à l'arrivée de l'alimentation onduleur dans la baie informatique du poste de sécurité et se terminera aux éléments de détections (cellule de détection, lecteur de badge, etc.) et aux éléments d'alerte (sirènes, etc.).

Le système de contrôle d'accès du bâtiment est construit autour d'un logiciel de contrôle d'accès.

Il contrôle tous les locaux sensibles et les circulations stratégiques par des détections volumétriques.

Le contrôle des accès est assuré par des lecteurs de proximité à chaque accès du bâtiment, à chaque accès de pied d'escalier, chaque cabine d'ascenseurs et les accès par escaliers.

L'ensemble des points est contrôlé par le poste de sécurité.

Article 12.2 - Consistance des prestations

La prestation de maintenance prendra en compte les installations informatiques et électroniques liés au contrôle d'accès.

Les logiciels seront mis à jour selon les prescriptions du constructeur, une sauvegarde sera effectuée après chaque modification de programme (changement de texte, paramètre, etc.).

La maintenance prendra en compte la baie informatique, avec les modules, le réseau de communication, les cartes de commande, les capteurs et les actionneurs.

Exception faite pour les asservissements qui s'arrêteront aux bornes des appareils asservis.

Détecteur volumétrique

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera semestrielle (2 fois par an) :

- Examen visuel de l'état du détecteur
- Contrôle des connexions
- Essais de fonctionnement
- Vérification du retour d'information sur le logiciel « *ON GUARD* »
- Nettoyage

Détecteur d'ouverture

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Examen visuel de l'état de l'huissierie et des vantaux
- Contrôle de l'effleurement du détecteur par rapport à l'huissierie
- Essai d'ouverture et fermeture des accès contrôlés
- Vérification du retour d'information sur le logiciel

Gâche électrique

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Examen visuel de l'état de l'huissierie et des vantaux
- Contrôle de la fixation
- Contrôle ouverture et fermeture automatiques
- Essai d'ouverture et fermeture des accès contrôlés
- Vérification du retour d'information sur le logiciel « *ON GUARD* »

Déclencheur manuel (BBG VERT)

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Contrôle de l'état de chaque déclencheur manuel
- Contrôle des connexions
- Essais de fonctionnement
- Fourniture de vitre de rechange
- Nettoyage

Avertisseur sonore

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Contrôle de l'état de chaque avertisseur sonore
- Contrôle des connexions
- Essais de fonctionnement d'audibilité
- Nettoyage

Lecteur de badge

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Test de fonctionnement par détection d'un badge
- Contrôle de cohérence du retour d'information sur le logiciel
- Contrôle des connexions
- Contrôle de l'état de chaque indicateur ou signalisation lumineuse et sonore
- Nettoyage

Modules de commande

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Contrôle de l'état des lignes
- Courant de garde, courant d'alarme
- Essais de dérangement de chaque boucle
- Vérification correspondance des zones
- Contrôle des connexions

- Vérification des fixations
- Vérification de l'état du coffret et des presses étoupes

Centrale contrôle d'accès

Matériel implanté dans la baie informatique du poste de sécurité au rez-de-chaussée

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Contrôle des tensions élémentaires et des protections
- Contrôle des différents circuits
- Contrôle individuel des borniers
- Vérification des connexions sur les cartes électroniques
- Dépoussiérage de la baie
- Vérification de l'environnement informatique
- Vérification de l'imprimante alarmes

Logiciel

Périodicité de la maintenance des éléments suivant version du logiciel :

- Sauvegarde du programme à chaque modification
- Suivi des changements de version constructeur

Article 13 - DESCRIPTION DE L'INSTALLATION DE VIDEOSURVEILLANCE

Article 13.1 - Principe de fonctionnement du système

Le système de vidéosurveillance a pour but de visualiser tous les accès.

Les caméras sur tourelle sont orientées sur les zones de circulation du bâtiment, elles couvrent sur un angle de 180°.

Les autres caméras sont dirigées sur des points stratégiques.

Les signaux sont dirigés vers un multiplexeur.

Le moniteur donne un plan d'ensemble des caméras grâce une matrice vidéo.

Chaque caméra est équipée d'un détecteur de présence permettant d'enclencher une séquence d'alarme.

Cette séquence affiche la vue de la caméra ayant détectée une présence, puis actionne un magnétoscope qui enregistre cette vue.

Article 13.2 - Consistance des prestations

La prestation de maintenance prendra en compte les installations informatiques et électroniques liés au contrôle VIDEO.

Les logiciels seront mis à jour selon les prescriptions du constructeur, une sauvegarde sera effectuée après chaque modification de programme (changement de texte, paramètre, etc.).

La maintenance prendra en compte le matériel intégré dans la baie informatique situé au PCS (magnétoscope, matrice), les moniteurs de supervision avec la commande, le réseau coaxial, les caméras et les radars associés.

Exception faite pour les asservissements qui s'arrêteront aux bornes des appareils asservis.

Détecteur volumétrique

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera semestrielle (2 fois par an) :

- Examen visuel de l'état du détecteur
- Contrôle des connexions
- Essais de fonctionnement
- Vérification du déclenchement alarme/enregistrement
- Nettoyage

Caméras

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Examen visuel de l'état des fixations
- Contrôle de l'état du coffret et de son étanchéité
- Test de l'objectif depuis la salle de contrôle (en période jour/nuit)

Moniteurs, clavier et disque dur

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Contrôle de l'état extérieur
- Contrôle de la qualité de l'image
- Contrôle des connexions
- Contrôle de la bande
- Essais de l'ensemble
- Nettoyage

Multiplexeur, matrice et BJ

La périodicité de la maintenance des éléments suivants sera annuelle (1 fois par an) :

- Test de fonctionnement
- Contrôle des connexions coaxiales
- Contrôle de l'état de chaque indicateur ou signalisation lumineuse et sonore
- Nettoyage
- Mise à jour des logiciels
- Sauvegarde des paramètres

Article 14 - MISE EN PLACE D'UNE DEMARCHE ECO-RESPONSABLE ET PERFORMANCE ENERGETIQUE

Article 14.1 - Respect de l'environnement et performance énergétique

Le Titulaire s'engage dans la cadre du présent marché à exécuter les prestations dans une démarche éco-responsable.

A ce titre, il s'engage notamment à :

- optimiser les tournées des techniciens de maintenance, dans le but de réduire les émissions de CO² ;
- informer et former son personnel en contact avec l'amiante ;
- limiter la surconsommation d'huiles et de solvants sur les appareils ;
- privilégier la réparation de cartes électroniques plutôt que les changer ;
- favoriser la mise en œuvre de produits et matériaux munis d'éco labels ou de certifications NF environnement.

Article 14.2 - Maîtrise des énergies et optimisation énergétique

Mobilisé pour l'équilibre écologique et climatique de la planète, l'INHA mène, à son niveau, une politique énergétique économe et respectueuse de l'environnement. Il a ainsi fait de la maîtrise de la consommation et de l'essor des énergies renouvelables deux priorités d'action.

Premièrement en privilégiant, pour ses investissements, les équipements les moins énergivores et respectueux de l'environnement, tout en favorisant les solutions mécaniques aux solutions chimiques à chaque fois que cela est possible.

Article 14.3 - Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les missions, objet du marché, est de la responsabilité de l'INHA en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du marché.

Toutefois, le Titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions telles que remplacement des pièces moteurs ou coulisseaux.

Les missions seront réalisées dans le cadre d'une démarche environnementale, le titulaire devra prévoir toutes les sujétions nécessaires pour un "site à faibles nuisances", en particulier la gestion des déchets de maintenance, les opérations de valorisation et de recyclage des déchets.

Dans le cadre de la démarche environnementale, il est demandé au Titulaire de procéder à un tri sélectif de ses déchets de chantier.

A cet effet, le Titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité : bordereaux de suivi des déchets (BSD).